

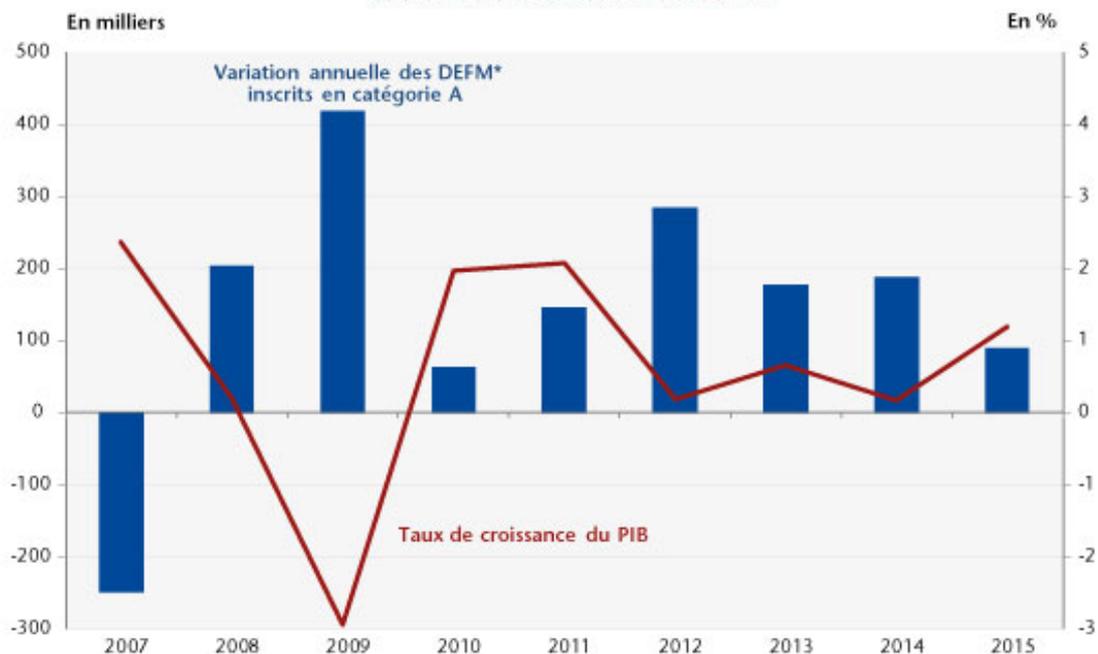
2015 : huitième année de hausse du chômage

Département Analyse et Prévision (Équipe France)

Depuis le mois de juin 2015, le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) en catégorie A inscrits à Pôle Emploi oscille d'un mois sur l'autre entre hausse et baisse. Cette forte volatilité, qui reflète un marché du travail atone dans lequel les créations d'emplois ne sont pas suffisantes pour faire baisser durablement le chômage, est directement liée à une croissance molle de l'économie française. Ainsi, après un mois de novembre 2015 relativement favorable (-15 000 DEFM en catégorie A), le mois de décembre a vu à nouveau une hausse du nombre de chômeurs (+15 800), venant annuler la baisse du mois précédent. En outre, pour la première fois depuis le mois de mai 2015, toutes les catégories d'âge ont vu, en décembre, leur nombre de DEFM en catégorie A augmenter.

Au final, pour la huitième année consécutive, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A à Pôle Emploi a augmenté en France métropolitaine. Avec le retour d'une croissance plus élevée, cette hausse est néanmoins plus faible que les années précédentes : +90 000 personnes en 2015 contre +200 000 en moyenne entre 2011 et 2014. Cette augmentation a touché massivement les demandeurs d'emploi âgés de 50 ans et plus (+69 000 en 2015), tandis que les inscrits de moins de 25 ans sont en retrait (-22 000 en 2015).

Évolution annuelle du nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A et taux de croissance annuel du PIB



* Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois
Sources : Pôle Emploi, Dares, Insee, calculs OFCE.

La montée en charge des réformes de retraite successives (2003, 2010), couplées à la suppression des dispenses de recherche d'emploi pour les seniors, a conduit à un allongement de la durée d'activité et à un recul de l'âge légal de départ à la retraite. Dans un contexte de faible croissance, la hausse du taux d'emploi des seniors a été insuffisante pour absorber la dynamique de population active de cette classe d'âge, avec pour conséquence une hausse du chômage des plus de 50 ans.

En revanche, la diminution du nombre de jeunes au chômage résulte de deux facteurs principaux. Premièrement les politiques de l'emploi développées depuis 2013 ciblent particulièrement les jeunes avec la mise en place des emplois d'avenir. Deuxièmement, les faibles créations d'emplois observées dans le secteur marchand se font principalement sous la forme d'emplois temporaires (CDD, intérim), type d'emploi dans lequel les jeunes sont particulièrement représentés (34,2 % des jeunes en emploi sont en CDD ou en intérim contre 8,4 %

des autres catégories d'âge). Cette évolution peut être rapprochée de l'augmentation observée en catégories B et C (+170 000 en 2015 contre 97 000 en moyenne entre 2011 et 2014). Ainsi, si des reprises d'emploi ont bien eu lieu, elles n'ont pas entraîné de sorties du chômage tel que mesuré par Pôle Emploi, n'enrayant ainsi pas la hausse continue du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (+9,5% en an).

L'année 2015 n'aura donc pas été celle de l'inversion de la courbe du chômage. Rappelons qu'il faut un taux de croissance du PIB supérieur à 1,4% pour que les créations d'emplois permettent d'entamer une baisse du chômage, et seul un retour prolongé de la croissance au-delà de ce seuil serait à même d'enclencher une baisse durable des inscrits à Pôle emploi en catégorie A.

Comment les Français perçoivent-ils l'égalité des chances ?

par Michel Forsé (CNRS) et [Maxime Parodi](#)

Les Français croient-ils à l'égalité des chances ? L'enquête *Dynegal* a posé la question en 2013 à un échantillon représentatif de 4 000 individus et leurs réponses sont très partagées. Dans [un article récent de la Revue de l'OFCE \(n° 146, 2016\)](#) nous montrons que ce sont les classes moyennes qui se montrent un peu plus convaincues que les autres par l'idée que l'école donne à chacun sa chance et que la réussite dans la vie ne dépend pas de l'origine sociale. Ce résultat va dans le sens d'une thèse de Simmel faisant de la classe moyenne le lieu de la mobilité sociale.

L'enquête permet également de s'interroger sur le lien entre la croyance en l'égalité des chances et les attentes sociales en termes de reconnaissance des mérites et d'égalité des résultats. Comme on pouvait s'y attendre, moins on croit à l'égalité des chances, moins on défend la reconnaissance des mérites, et plus on demande d'égalité des résultats. En revanche, les Français parfaitement convaincus que tout le monde a les mêmes chances de réussir défendent non seulement la reconnaissance des mérites, mais aussi l'égalité des places. Ce résultat inattendu met en lumière, en fait, un risque inhérent à une société pensée comme totalement méritocratique : le risque de déconsidérer absolument les perdants et de ne pas leur trouver de places au sein de la société.